

Bimestriel édité par Solidarité Socialiste, mai-juin 2004

Alter Égaux n°9



*pensons le monde autrement
pratiquons-le solidairement*

Belgique-België
P.P.
Bruxelles X
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X
N° d'agrégation P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles



**Zoom
Bolivie**

L'HISTOIRE SOCIALE DE LA BOLIVIE FAIT PARTIE DE NOTRE PATRIMOINE SOCIALISTE

Eustaquio Pichacuri, un mineur bolivien de 47 ans, muni d'explosifs, s'est fait sauter devant le parlement de La Paz, le 30 mars 2004, n'ayant pu obtenir d'indemnisation pour son frère, mort dans un accident minier.

Cet acte de désespoir symbolise la violence économique qui sévit dans ce pays où 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, classant la Bolivie à la 9^e place des pays les plus pauvres du monde.

Quelques mois plus tôt, un mouvement populaire de protestation contre l'exportation de gaz via le Chili qui, depuis sa victoire contre la Bolivie dans la guerre du Pacifique en 1879, lui interdit un accès à la mer, avait abouti à la chute du président Gonzalo Sanchez de Losada.

La Bolivie dispose en effet de 42 % des réserves de gaz prouvées en Amérique latine, contrôlées à 80 % par des compagnies étrangères, ce qui suscite l'inquiétude de nombreux secteurs de la société bolivienne sur les retombées économiques internes de cette manne.

La puissance du mouvement ouvrier, articulée autour des mineurs de l'étain, a longtemps dominé le paysage politique bolivien et participé à l'instabilité institutionnelle. La grave crise économique, qui a réduit le produit intérieur brut par habitant de 3.000 dollars en 1999 à 2.500 dollars en 2002, a fait monter le taux de chômage à 12,2 % de la population



Le drapeau de la Bolivie revu par Jean-Louis Lejeune

active et occasionné des dégâts sociaux supplémentaires parmi les populations les plus fragilisées, essentiellement indiennes.

Près de la moitié de la population vit avec moins de deux dollars par jour. L'émigration interne, des hauts plateaux désolés aux périphéries des grandes villes, génère une nouvelle pauvreté, faite de marginalité, d'analphabétisme, d'accès déficient à la santé et de relégation loin des instances publiques en mesure de mettre en route des projets de développement localisés.

Dans ce contexte, la coopération telle que la conçoit Solidarité Socialiste est de cibler des zones d'intervention avec des partenaires locaux sur des projets qui répondent à des besoins très concrets des populations.

La participation, la mobilisation de ressources, la création d'infrastructures vitales par les organisations de base, la médecine préventive s'inscrivent dans la dynamique de changement social exprimée à plus grande échelle. La présence sur place d'une coopérante de Solidarité Socialiste traduit cette nécessaire coordination des efforts qui seule permet une intervention en phase avec les réalités du pays.

Je songe à notre collaboration avec CEPROMIN, le Centre de Promotion Minière, créé en 1979, qui s'est traduite dans un projet d'école de formation d'enfants de mineurs.

L'histoire sociale de la Bolivie est riche de grands moments de résistance et de combats pour l'émancipation des travailleurs. Cette mémoire fait partie de notre patrimoine socialiste. Notre coopération, c'est donc aussi l'expression de notre respect et de notre solidarité envers les travailleurs boliviens.



Marie-José LALOY
Sénatrice

Présidente de Solidarité Socialiste



Alter Égaux

*pensons le monde autrement
pratiquons-le solidairement*

Chère Amie, Cher Ami

Alter Egaux est destiné à nos donatrices et donateurs, et nous nous efforçons de mener une politique de diffusion rigoureuse de notre bimestriel, afin d'en limiter le plus possible les coûts de fabrication et d'expédition. Ainsi, l'appui que vous nous apportez peut être consacré de manière optimale à nos actions de développement au Nord et au Sud.

Nous vous demandons, dès lors, si la lecture d'**Alter Egaux** vous agréée, et **si vous désirez en recevoir les prochains numéros**, un geste de soutien à destination des projets de développement de nos partenaires.

Nous vous rappelons que tout versement de 30 € ou plus sur notre compte **CCP 000-0000054-54** donne droit à une attestation fiscale que vous pourrez joindre à votre déclaration d'impôts, et qui vous sera envoyée au mois d'avril de l'année qui suit votre don.

En espérant vous compter encore à l'avenir parmi nos fidèles lectrices et lecteurs, nous vous souhaitons, Chère Amie, Cher Ami, une excellente et intéressante lecture.

Bien évidemment, si vous avez déjà effectué un don en 2003 ou en 2004, vous continuerez à recevoir votre bimestriel **Alter Egaux durant toute cette année 2004 !!!**





Solidarité Socialiste dans les écoles

Solidarité Socialiste, dans le cadre de son programme 2003-2007, mène deux campagnes dans les écoles : “L’école, un droit qui donne des droits” et “La santé pour tous”. La première vise à sensibiliser les élèves aux enjeux liés à l’accès à l’éducation; la deuxième concerne l’importance du système de santé publique en terme de développement. Elles s’incrivent toutes deux dans notre action d’éducation à la solidarité internationale, et Nord-Sud en particulier. Dans l’Alter Egaux du mois de février, nous faisons le point sur les campagnes à mi-année. Ici, un bilan au terme de la première saison du projet.

Juin 2004, fin de la première phase d'apport théorique de l'action dans les écoles. Fin de la première année du projet. L'heure est au bilan.

La dernière animation allait être déterminante pour la poursuite de l'action. En effet, nos 372 élèves allaient pouvoir confronter leur acquisition de connaissance en jouant et en créant.

C'est ainsi que nos 5èmes primaires ont pu co-réaliser un jeu de l'oie, un peu particulier, avec l'équipe éducative de Solidarité Socialiste.

L'animation se passait en deux temps : une première période de préparation des épreuves du jeu en sous-groupes (mots masqués, mots croisés, jeu des énigmes, questions à choix multiples, cartes des besoins, puzzle) sur le thème de la santé dans le monde ; une deuxième période de jeu et donc, de mise en action. Selon les mêmes règles du jeté de dé que le jeu de l'oie, chaque équipe allait se

(suite en page 9)

QUOI ?

Les thèmes centraux du développement, l'éducation et la santé, constituent les deux modules de l'action. Ces thèmes sont développés en deux ans, le module éducation démarrant en 3^e primaire et le module santé en 5^e. Les classes de 3^e ont la possibilité de bénéficier d'une continuité dans l'action (4 ans).

QUI ?

Cinq écoles participent au projet : les écoles n°1 et n°17 de Schaerbeek, les écoles Louis de Brouckère et Jules Destrée de Quaregnon et l'école du Grand Jardin à Saint-Ghislain. Au total, dix-sept classes et 372 élèves.

Bolivie

Pays le plus pauvre d'Amérique du Sud, malgré des richesses naturelles abondantes, la Bolivie, république indépendante depuis 1825, n'a jamais pu réellement se constituer en tant qu'Etat-nation. De fait, alors que plus de la moitié de sa population est indienne, le pouvoir est confisqué depuis près de deux siècles par une oligarchie, composée d'une "élite" blanche, à la mentalité coloniale, liée au capital étranger. Son histoire est faite de luttes politiques pour le pouvoir, dont les Indiens ont été quasi toujours les perdants. Mais les choses bougent depuis quelques années, les rapports de force semblent basculer, et le moment est plus que jamais propice à un changement radical dans le gouvernement du pays.

L'histoire de la Bolivie est celle du pillage de ses ressources, extraordinairement abondantes (minéraux, hydrocarbures, gaz naturel, eau, ...). Toute l'infrastructure mise en place ne l'a été que pour faciliter l'exportation de ses richesses.

Des villes comme Oruro ou Cochabamba n'ont été édifiées que pour remplir un rôle déterminé dans la filière d'exploitation des ressources boliviennes au bénéfice des classes dirigeantes et des industriels et financiers étrangers.

Oruro est le centre de l'exploitation minière, Cochabamba et Tarija les villes d'approvisionnement agricole. Le premier chemin de fer a été construit entre Potosi (centre mondial de l'exploitation du minerai d'argent) et Antofagasta (port d'exportation, actuellement au Chili, sur le Pacifique).

Depuis sa naissance comme république, en 1825, la Bolivie n'a jamais pu se développer en tant qu'Etat-nation. En effet, les classes dirigeantes n'ont jamais pu (ou voulu) se structurer en tant que bourgeoisie nationale. Depuis le début, elles se sont constituées comme classe dominante, dotée d'une mentalité coloniale, liée aux intérêts et aux capitaux étrangers.

L'histoire de la Bolivie est aussi, sans surprise, celle des luttes politiques pour le pouvoir. Les Indiens (Quechuas, Aymaras, Guaranis) et les métis, qui forment l'essentiel de la population (85 %) n'ont jamais eu accès aux ressources et à l'exercice du pouvoir, et se sont limités à être les pions d'une caste qui l'a confisqué de manière permanente.



En 1952, Paz Estensoro prenait le pouvoir à la tête du Mouvement nationaliste révolutionnaire, et procédait à la nationalisation des mines d'étain, à la distribution des terres aux paysans et à l'instauration du suffrage universel. Depuis lors, la révolution a été récupérée : le pays a eu droit à dix-huit années de dictature militaire, à douze années de régime constitutionnel et à vingt-deux années de régime démocratique représentatif de pure façade, durant lesquelles les revendications et actions des populations indiennes ont été écrasées ou étouffées par les classes privilégiées qui ont continué d'exploiter la Bolivie et sa population dans un silence politique et social très efficacement mis au point.

CARTE D'IDENTITÉ

Capitale

Sucre (siège du gouvernement : La Paz)

Superficie

1.098.581 km²

Population

8.700.000

Langues

espagnol, quechua, aymara

Régime

démocratie présidentielle

Chef de l'État

Carlos Diego Mesa



En octobre dernier, la Bolivie explosait. L'élément catalyseur fut la décision des classes dirigeantes d'exporter le gaz naturel bolivien, au plus grand profit des transnationales, via le Chili. Mais le conflit est dû aux profondes inégalités dont souffre la majorité indienne et métisse de la population, et à l'émergence, face à un pouvoir corrompu et prédateur, d'une société civile plus forte et revendicatrice.



Silence rompu une première fois en 1990, à l'occasion de la "Marche pour le Territoire et la Dignité". Les Indiens, partis des basses terres, traversent tout le pays pour réclamer le respect de leur dignité et la préservation des "(...) bois et des plaines (...) de la convoitise (des) secteurs voués au pillage colonial de ces territoires". Le mouvement est étouffé par la violence "légale" et par la "neutralisation" des leaders locaux.

BATAILLE DE L'EAU...

Dix ans plus tard, alors que s'accroissent les effets des politiques néo-libérales mises en œuvre par décret suprême depuis 1985 sous le joli nom de "Nouvelle Politique Economique", deuxième rupture du silence : en avril 2000, les paysans de Cochabamba se révoltent contre le transfert à l'entreprise "Aguas del Tunari" de la transnationale Bechtel (active aujourd'hui dans la "reconstruction" de l'Irak !) du système communal de forage des puits artésiens que géraient les paysans. Aguas del Tunari, qui avait déjà obtenu par une loi du gouvernement Banzer le contrôle et la distribution de l'eau, avait immédiatement augmenté les tarifs. C'est la "bataille pour l'eau" qui voit s'affronter les forces armées et les populations mobilisées par la Coordination de lutte pour l'eau, et qui fait plusieurs morts et des dizaines de blessés parmi les paysans. Face à la résistance farouche des communautés locales, le pouvoir politique annule la loi et conclut un accord avec la Coordination de l'eau qui en récupère le contrôle et la gestion : une première mondiale !

Depuis cette "Bataille de l'Eau", le pays est en perpétuelle ébullition. Les mouvements populaires s'organisent et se radicalisent, et la question de l'exploitation

des énormes gisements de gaz naturel découverts récemment dans le sous-sol bolivien est le détonateur de l'explosion d'octobre 2003 qui aura pour conséquence le départ précipité du président Gonzalo Sanchez de Losada vers les Etats-Unis.

... ET GUERRE DU GAZ

Ce qui a déclenché cette nouvelle "révolution d'octobre", c'est la question de l'exportation, voulue par les classes dirigeantes et principalement par le président Sanchez de Losada, du gaz bolivien au profit des

LES PRINCIPAUX ACTEURS

Les principaux partis politiques : le **MNR** (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire), le parti de l'ex-président Sanchez de Losada (22,46 % des voix aux élections présidentielles de 2002; le **MAS** (Mouvement pour le socialisme), dirigé par le leader "cocalero" Evo Morales (20,94 %); la **NFR** (Nouvelle force républicaine), dirigée par Manfred Reyes Villa (20,91 %); le **MIR** (Mouvement de la gauche révolutionnaire), parti de l'actuel président Carlos Mesa (16,31 %); le **MIP** (Mouvement indigène Pachacuti), fondé en 2001, dirigé par Felipe Quispe, leader des indiens aymaras (également dirigeant de la Confédération syndicale unique des paysans de Bolivie) (6,09 %); l'**UCS** (Union Civique Solidarité), dirigé par Johnny Fernandez (5,51 %); l'**ADN** (Action Démocratique Nationaliste), dirigé par Jorge Fernando Quiroga Ramirez (3,39 %).

Groupes de pression politique, syndicats et mouvement sociaux : les "cocaleros", les organisations indigènes (parmi lesquelles le Conseil national des Ayllus et des Mark'as du Quillasuyu), la Confédération syndicale unique des paysans de Bolivie, la Centrale Ouvrière Bolivienne, le Mouvement Ouvrier Populaire, le Mouvement des Sans Terre, la Coordination de l'Eau, les ONG et groupes communautaires de base, ...



transnationales ... via le Chili, l'ennemi depuis la guerre qui a opposé les deux Etats entre 1879 et 1883 et qui a vu l'annexion par le Chili de la province littorale et du port d'Antofagasta jusqu'alors territoire bolivien, privant ainsi la Bolivie de son accès à l'océan.

Le conflit débute à l'un des barrages dressés sur les routes par les paysans pour attirer l'attention sur leurs revendications. A El Alto, sous la direction de Felipe Quispe, le barrage se maintient plusieurs jours, malgré les efforts du gouvernement pour le démanteler. L'aile dure du gouvernement s'impose finalement et prend la décision d'intervenir par la force, ce qui se solde par plusieurs morts et des dizaines de blessés. La Centrale Ouvrière Bolivienne lance alors un mot d'ordre de grève au finish pour protester contre ce massacre et la non-prise en considération des revendications des travailleurs :

1° le refus des exportations de gaz ;

2° l'appel à une Assemblée constituante destinée à refonder le système. Cette exigence est née au sein des secteurs populaires en tant que réponse à l'application du modèle néo-libéral, avec l'objectif d'établir une nouvelle structure de l'Etat qui facilite la participation de la population aux décisions, et qui garantisse la satisfaction des besoins sociaux ;

3° l'opposition à la ZLEA (Zone de Libre-Echange des Amériques annoncée pour 2005, dans l'optique ultralibérale, sous l'impulsion nord-américaine).

La situation se durcit, le mouvement de contestation se renforce et, bientôt, La Paz est paralysée. Le prési-

PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS

PIB/habitant/an (US\$) : 2.500
(Belgique : 29.000 - Etats-Unis : 37.600)

70 % de la population bolivienne vit sous le seuil de pauvreté nationale. 14,4 % des Boliviens survivent avec moins d'un dollar, et 34,3 % avec moins de deux dollars par jour.

Les 10% les plus riches consomment 32 % des richesses; les 10 % les plus pauvres en consomment 1,3 %.
(Belgique : 22,6 % et 2,9 %)

Indice de Gini : 44,7
(Etats-Unis : 40,8 - Belgique : 25,0)

(L'Indice de Gini mesure les inégalités d'ensemble dans la répartition du revenu ou de la consommation. Le chiffre 0 correspond à l'égalité parfaite; le chiffre 100 à l'inégalité parfaite)

Indice de Développement Humain : 0,672 (114^e)



dent, pour ravitailler la ville en essence, organise un convoi militaire qui tue, sur son passage, plus de cinquante personnes et en blesse quelque deux cents autres. Cette violence consomme la rupture entre le gouvernement et la population. Le 17 octobre, Gonzalo Sanchez de Losada, désavoué par son vice-président, Carlos Mesa, fuit le pays pour se réfugier à Miami. La population choisit alors la voie démocratique pour sortir du conflit et approuve l'accession de Carlos Mesa à la présidence.

Carlos Mesa, membre du MIR, et qui affirme vouloir se situer au-dessus des partis pour garantir l'avenir et la prospérité de la Bolivie, débute son mandat en reprenant quelques revendications portées par le peuple durant le soulèvement. Mais les intérêts des transnationales et des partis politiques traditionnels qui représentent la caste riche et prédatrice structurée par des

décennies de pratiques clientélistes et par la corruption, heurtent de front les intérêts de la majorité de la population bolivienne pauvre, privée des services élémentaires comme l'adduction d'eau, les soins de santé primaire, ou l'électricité, sans revenus et sans perspective de voir sa situation s'améliorer à court terme, sans bouleversement radical de la politique intérieure et extérieure et de la structure institutionnelle de la Bolivie.

Carlos Mesa se trouve pris en tenailles entre :

1° les intérêts et les visées hégémoniques nord-américains qui s'expriment à travers la volonté d'imposer l'adhésion de la Bolivie à la ZLEA, zone qui permettrait aux transnationales d'exploiter librement et sans barrière l'immense richesse du pays en minerais, en pétrole, en gaz naturel et en eau, pour accroître leurs profits ;

2° les besoins du pays en liquidités, ce qui le pousse à ménager le Fonds Monétaire International, sous domination des mêmes qui aspirent à la ZLEA, pour obtenir des fonds et des possibilités d'emprunts pour assurer la survie de la Bolivie, déjà astreinte au remboursement d'une dette extérieure qui correspond à plus du quart de son PIB annuel ;

3° les intérêts des oligarques boliviens, assujettis et alliés aux financiers et industriels latino-américains et

nord-américains qui ont déjà commencé à remplacer leurs représentants politiquement grillés ;

4° les aspirations des populations indiennes de pouvoir participer, grâce à la réforme constitutionnelle, aux politiques mises en oeuvre, dont le principal représentant, à travers le MIP (Mouvement Indigène Pachakuti) est Felipe Quispe ;

5° les revendications des "cocaleros", les producteurs de coca, dont le leader est Evo Morales, par ailleurs président du MAS (Mouvement vers le Socialisme), qui a obtenu près de 21 % des suffrages lors de la dernière élection présidentielle, ce qui en fait le second parti de Bolivie. Gonzalo Sanchez de Losada, pressé par Washington qui en faisait une condition sine qua non pour apporter une "coopération internationale" à la Bolivie, voulait éradiquer les cultures de coca, principale voire unique source de revenus pour des centaines de milliers de petits paysans boliviens, et symbole multiséculaire de l'identité indienne.

L'opposition aux oligarques et aux politiques d'hégémonie US, symbolisée par les nouveaux partis, par les organisations syndicales progressistes, par les mouvements sociaux, vit des dissensions et des contradictions internes, mais si le mouvement d'opposition parvient à s'entendre sur une base commune de revendications et à se grouper pour défendre les intérêts des populations, tous les espoirs sont permis.

Solidarité Socialiste en Bolivie

Solidarité Socialiste soutient les actions de trois partenaires boliviens :

1. **CEPROMIN** (Centro de Promoción Minera), dans le cadre du volet "Droits sociaux" de notre Plan d'Action, à travers l'appui à un projet qui vise à contribuer à l'amélioration de la santé des populations minières du pays. Concrètement, cela signifie, pour 2004, la formation de 45 promotrices de santé dans les régions minières de Chayanta et de Potosi (cofinancement DGCD).

2. **IPTK** (Institut Polytechnique Tomas Katari), dans le cadre du volet "Démocratie et Société civile" de notre Plan d'Action ; notre appui vise le renforcement des mouvements sociaux et des organisations communautaires dans quatre municipalités de la province de Chayanta (cofinancement DGCD).

3. **CECASEM** (Centre de formation et de service pour l'intégration de la femme), par le soutien d'un projet qui vise, notamment, la valorisation des sources d'eau et la conservation des sols, ainsi que le renforcement des organisations de trois communautés agricoles de Sorata, près d'Oruro (cofinancement Région wallonne).



- **Droits sociaux**
- ① **CEPROMIN**
- **Démocratie, société civile**
- ① **IPTK**
- **Souveraineté alimentaire**
- ① **CECASEM**

balader autour d'une terre un peu particulière en essayant de répondre le plus pertinemment possible aux différentes épreuves qui les attendaient.

Peu de règles, juste un principe : ce jeu se voulait coopératif et non compétitif.

Une nouvelle réalité à laquelle nos enfants allaient devoir s'habituer.



En 3ème année, nous avons combiné "éducation au développement" et "éducation aux médias". Après une première explication des principales techniques de réalisation d'une affiche, nos éco-liers, toujours en sous-groupes, se sont mis au travail. Première difficulté, premier consensus :

(suite en page 10)

Ci-dessus : réalisation d'un mot masqué (une épreuve du jeu de l'oie). **Ci-dessous :** (1) Le "plateau" du jeu de l'oie (2) Des élèves de 3e primaire (3) Réalisation d'une affiche sur le thème de l'école (4) Les premiers pas vers la coopération : les enfants travaillent "à quatre mains" sur la même affiche.



choisir le thème de l'affiche... Ensuite, organiser le travail en équipe : qui fait quoi ? Quand ? Comment ? Avec l'impulsion et le soutien de l'équipe d'animation, nous avons obtenu de superbes résultats, et ce, en moins d'une heure trente. Les thèmes récurrents étaient : l'école en Afrique, les enfants d'Afrique et le Burkina Faso. L'apprentissage commence à faire son bout de chemin, les langues se délient, les yeux s'ouvrent, les idées fusent, les préjugés s'amenuisent ... Après un an, nos élèves, conscientisés à la problématique, vont, enfin, pouvoir passer à la pratique. En septembre, l'apprentissage par la pédagogie du projet les



attend. Véritables acteurs de la démarche, ils pourront, avec notre appui, réaliser l'outil de sensibilisation de leur choix. La porte est ouverte à la création... Rendez-vous à la rentrée !



Ci-dessus : des affiches sur les enfants d'Afrique et sur l'école au Burkina. Ci-contre : la réalisation d'un mot croisé (une épreuve du jeu de l'oie). Toutes les photos qui illustrent cet article sont l'œuvre de Renaud Hoyois.

Infos

Perrine Crèvecoeur
02/505.40.80 - pcrevecoeur@solsoc.be
Géraldine Georges
02/505.40.83 - ggeorges@solsoc.be
Chantal Jadot
02/505.40.85 - cjadot@solsoc.be

Aide d'urgence à Rafah

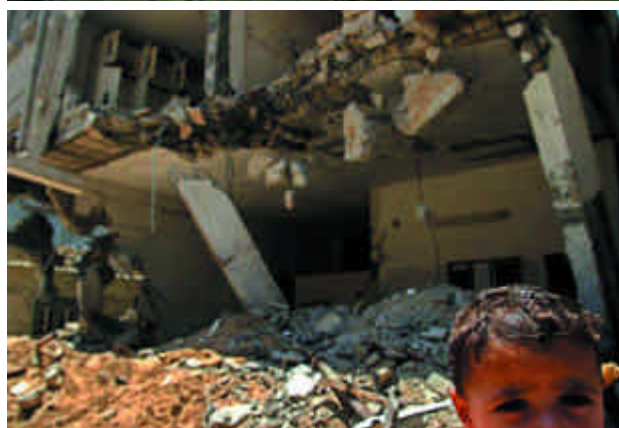
Dans la nuit du 17 au 18 mai, Israël lançait l'Opération "Arc-en-Ciel" sur la bande de Gaza, et plus particulièrement dans la zone de Rafah. Elle a coûté la vie à plusieurs dizaines de Palestiniens et s'est soldée aussi par la destruction de plusieurs centaines d'habitations.

Il faut savoir que Solidarité Socialiste est, à travers son partenaire palestinien Ma'an, la seule ONG belge active à Rafah. Avec Ma'an, Solidarité Socialiste a introduit à la coopération belge une aide d'urgence d'un montant de 145.000 €. Le but de cette action : fournir aux 560 familles (près de 4.000 personnes) sans-abri depuis l'opération de l'armée israélienne et qui ont perdu tous leurs biens dans la destruction de leur habitation, des vêtements pour les enfants (sous-vêtements, pantalons, chemises, pyjamas), ainsi que du matériel de nettoyage et des produits d'hygiène (produits de nettoyage, détergent, papier wc, brosses à dents et dentifrice, savon, shampoing, langes). Les enfants recevront aussi un livre de coloriage, un carnet de dessin et une boîte de crayons de couleur, pour leur permettre d'exprimer leurs émotions et diminuer ainsi l'impact psychologique des événements dramatiques qu'ils ont vécus.

Infos :

Gladys Cifuentes

02/505.40.78 - gcifuentes@solsoc.be



**Vous voulez soutenir notre
action d'urgence à Rafah ?**

CCP 000-0000054-54

(avec la mention : Ma'an action Rafah)

**(tout versement de 30 € ou plus au cours de l'année
vous donne droit à une attestation fiscale)**